



Agence d'Urbanisme de l'Agglomération de Tours

mission

37

Ré

Résonance

Cahier n°3

ENSEIGNEMENT N°3

La montée des vulnérabilités économiques

En mai 2020, l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération de Tours s'est engagée dans une démarche, Mission Résonance, visant à apprendre collectivement de la crise du coronavirus pour formuler des propositions d'actions adaptées pour l'avenir du territoire.

La première étape de la mission a consisté à écouter les acteurs locaux : citoyens engagés, élus, familles, médecins, directeurs d'Ehpad (établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes), chefs d'entreprise, représentants des associations, du service public, du monde économique, etc. Plus de 70 entretiens ont ainsi été réalisés en deux mois où il était principalement question du vécu des interviewés de la période de confinement du 17 mars au 11 mai 2020, des agilités et freins révélés ou exacerbés par la crise sanitaire ainsi que des opportunités et risques qui en découlent. La seconde étape consiste à tirer les principaux enseignements de cette phase d'écoute territoriale. Ce document développe les récits liés aux conséquences économiques de la crise sanitaire. Il croise le regard des acteurs de terrain avec des données et expertises locales ou nationales. La troisième étape se concentrera sur la mise en action de quelques problématiques jugées prioritaires à traiter sur le territoire.

ENSEIGNEMENT N°3

La montée des vulnérabilités économiques

LE CONSTAT : UN CHOC ÉCONOMIQUE SANS PRÉCÉDENT

« J'entends beaucoup parler de plans sociaux. Je pense que ça va faire mal. »

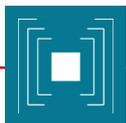
Un représentant de l'économie numérique

Le premier confinement a eu pour conséquence de mettre un coup d'arrêt aux activités économiques jugées « non essentielles » comme celles de l'hôtellerie-restauration, la construction, le commerce non alimentaire, l'événementiel ou encore celles de la culture ou du monde de la nuit. En Indre-et-Loire, l'activité économique (mesurée par le produit intérieur brut) a baissé de 30 % par rapport à son niveau « normal » selon nos estimations¹. En France, ce chiffre est de -32 % et la consommation a baissé dans des proportions similaires selon l'Insee. La fin du premier confinement, à partir du 11 mai 2020, a permis une certaine reprise sans qu'il ne soit possible de retrouver les niveaux d'activité et d'emploi observés hors temps de crise sanitaire (d'autant qu'une seconde période de confinement est intervenue depuis nos entretiens).

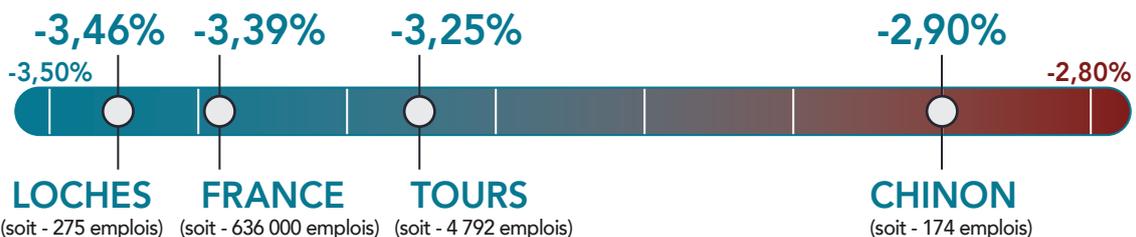


39 interviewés sur 74

ont évoqué les conséquences de la crise sanitaire sur l'économie (notamment les acteurs économiques, les représentants des services déconcentrés de l'État, les collectivités locales et les habitants).



Evolution de l'emploi salarié privé entre fin décembre 2019 et fin juin 2020 dans les zones d'emploi d'Indre-et-Loire



Source : Urssaf, Acoess (2019-2020).

1 - Voir la publication « Impact de la crise du Covid-19 sur l'économie : premières évaluations sur les intercommunalités » (30/04/2020).

DES SECTEURS TOUCHÉS EN PLEIN COEUR

“ Le secteur du tourisme fonctionne parfaitement dans une sorte de « globalisation heureuse » mais brusquement il tombe à zéro s’il est soumis à des accidents de parcours : pandémie, attentat, etc. mais nous n’avons rien découvert.

Le propriétaire d’un site touristique situé dans la métropole de Tours

LE TOURISME EN PREMIÈRE LIGNE

Payer les charges fixes sans recette ou très peu, telle fut la difficile équation à résoudre pour de nombreux dirigeants d’entreprises en France et en Touraine. Pour pallier ce problème, les professionnels du tourisme ont souvent activé les dispositifs d’aide des institutions locales ou nationales. Le chômage partiel a été un moyen de sauver l’emploi tandis que des contrats de saisonniers ou vacataires ont été annulés : « Certaines années, on a eu plus de 32 animateurs sur le site. Cette année, on vient d’ouvrir et nous sommes 15. Avant, on aimait le foisonnement avec tous les saisonniers, les gens étaient étudiants étrangers et venaient passer l’été ici. On ne peut plus se permettre cela. » explique le directeur d’un site touristique situé dans la Vallée de l’Indre. Un patron d’hôtel à Tours a aussi été contraint de procéder à des licenciements pour motif économique dans son établissement.

La provenance des touristes et la nature de l’offre (groupe, famille, individuel, etc.) est à prendre en compte dans l’impact de la crise sanitaire. Les structures touristiques qui fonctionnent avec une clientèle étrangère sont en plus grande difficulté, de même que celles qui s’adressent en majorité à des groupes. Plus la clientèle est lointaine, moins le site peut résister aux accidents mondiaux ; les zoos sont plus aptes à résister par exemple car leur public cible est majoritairement régional ou national. Les conséquences de la crise sont aussi plus fortes pour les grands sites touristiques avec un niveau important de charges fixes reposant sur un volume important de fréquentation pour en assurer le financement : « Le site a fermé pendant deux mois pleins, mais la fréquentation a baissé dès la réouverture par rapport à l’année précédente. On a perdu près de 100 000 visiteurs [...] Le modèle économique du site est construit sur 350 000 visiteurs par an (dont 42 % d’étranger). »

“ Un produit qui repose à 95 % sur les groupes américains et asiatiques a beaucoup de mal à se réinventer du jour au lendemain.

Une professionnelle du tourisme



L'HÔTELLERIE-RESTAURATION À L'ÉPREUVE DE LA CRISE

L'hôtellerie-restauration paie un lourd tribut de cette crise. Dans un communiqué du 29 octobre 2020, l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie qui regroupe les hôteliers, cafetiers, restaurateurs, traiteurs organisateurs de réceptions et discothécaires précise « *Le secteur est dans une crise inédite. Il a déjà perdu plus de 150 000 emplois* ». Localement, un propriétaire de bar de la place Plumereau à Tours nous dit « *une des règles du commerce, c'est que ce qui est perdu est perdu* ». Il estime que les deux mois et demi de fermeture du premier confinement représenteront une perte d'environ 30 % du chiffre d'affaires annuel (l'estimation ne prend donc pas en compte la seconde période de fermeture administrative de l'année 2020). Il ajoute que les cafetiers et restaurateurs de la place Jean-Jaurès ont plus de difficultés à relancer leur activité ; leur clientèle est principalement professionnelle et encore majoritairement en télétravail. Pour survivre à cette crise, la modification du modèle économique sera une des clés, notamment avec le digital : « *ceux qui l'avaient compris s'en sont déjà mieux sortis, certains restaurants ont même fait plus de couverts en click & collect qu'en salle habituellement !* » observe un représentant du monde économique tourangeau.

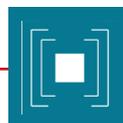
« **On est en train de perdre entre 40 % et 50 % de notre chiffre d'affaires ce qui est considérable (...) mais je pense surtout à tous ceux que nous faisons travailler (...) : hôteliers, traiteurs, hôtes et hôtesse, etc. tous ceux qui sont intermittents du spectacle n'ont plus de travail. C'est dramatique.** »

Extrait d'interview France Bleu Touraine du directeur d'une structure gestionnaire de complexes événementiels à Tours²

LA CULTURE ET L'ÉVÉNEMENTIEL EN DANGER

Un fort risque financier pèse sur plusieurs structures locales de l'événementiel comme Tours Événements, société en charge de la gestion du Palais des congrès et du Parc des expositions, ou encore l'Asso, qui gère le festival Terres du Son. La première a dû annuler de nombreuses manifestations dont la Foire Expo. Son chiffre d'affaires 2020 devrait être divisé par quatre. La seconde a annulé son festival 2020. Elle a donc fait appel au prêt garanti par l'État et aux aides du Centre national de la musique « *Nous allons perdre beaucoup d'argent.[...] Nous sommes des structures fragiles face à des géants comme Live Nation qui font augmenter les prix des concerts.* » La crise vient en plus fragiliser un modèle en perte de vitesse pris dans la forte concurrence entre festivals : « *La programmation se dégrade notamment sur les têtes d'affiche. 2018 était une très mauvaise année. L'année 2019 fut moyenne.* » Notre interlocuteur ajoute que le public pourrait être marqué psychologiquement par la pandémie avec une baisse potentielle de la fréquentation à l'avenir.

Il apparaît aussi dans les entretiens que la crise questionne les modèles et pratiques antérieures. Un responsable de tiers-lieux s'interroge sur la digitalisation de son activité événementielle : « *ma crainte : c'est qu'une grosse partie de l'événementiel qui se faisait avant en présentiel comme les formations ou les séminaires se digitalise. Plutôt que de faire des conférences en physique peut-être qu'il n'y aura plus que des webinaires même si je suis convaincu qu'on aura toujours besoin de se voir, de se toucher ... Peut-être faut-il faire des propositions mixtes : une partie en présentiel, une partie à distance ?* »



Le Palais des Congrès de Tours



© V. Llorit - Ville de Tours

2 - Interview réalisée en avril 2020, consultée le 29 octobre 2020 : <https://www.dailymotion.com/video/x7t5s42>

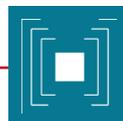
DES SECTEURS INÉGALEMENT TOUCHÉS

LES TRANSPORTS EN COMMUN EN MAL DE VOYAGEURS

Dans les TGV, TER, bus, tramways, métros, le trafic est inférieur à la normal depuis la première période de confinement et peine à se redresser. L'incertitude est grande au moment de nos entretiens sur la reprise de la fréquentation du côté de l'opérateur de transports en commun de la métropole de Tours. Le réseau va devoir « se réinventer » nous dit notre interlocuteur compte tenu des évolutions dans les modes de travail et de déplacements induits par la crise. Les autorités organisatrices de transports collectifs de voyageurs interrogées se sentent ainsi très vulnérables financièrement aujourd'hui et dans le futur. La vulnérabilité financière vient de la baisse des recettes liées au confinement, du développement du télétravail, de l'appréhension des clients pour les espaces clos, mais aussi de la crise économique qui engendre une réduction du versement transport acquitté par les entreprises. Certaines collectivités locales comme à Tours « ont réduit leurs paiements » selon un dirigeant d'un des leaders du transport public cité dans un article des Échos (30/10/20). À la SNCF, notre interlocuteur parle d'une catastrophe économique. Sur la fin de la première période de confinement, il sera nécessaire de faire payer l'État compte tenu du manque de trésorerie. La crise a provoqué l'annulation de 77 millions d'euros d'investissement devant être consacrés à la modernisation des réseaux régionaux. En outre, le risque à l'avenir est que l'État n'ait plus les moyens d'injecter autant d'argent.

« Rien ne dit que nous retrouverons l'ensemble des clientèles d'avant-covid. En revanche, les déplacements en voiture ont retrouvé leurs niveaux antérieurs. »

Claude Faucher, délégué général de l'Union des transports publics in Les Échos (30/10/2020).



Taux de fréquentation du réseau de transports en commun Fil bleu

25%

pendant le premier confinement.

50%

une semaine après le début du deuxième confinement.

Sources : La Nouvelle République (02/12/2020) ; InfoTours (18/11/2020).



© Nouvelle République

LES COMMERCES INÉGALEMENT TOUCHÉS

« **La crise est un amplificateur de problèmes déjà existants : une entreprise en difficulté avant aura moins de chance de se relever. Un mauvais commerçant reste un mauvais commerçant.** »

Un président de Communauté de communes

Le confinement constitue un coup dur pour certains secteurs du commerce. Il en va par exemple de l'équipement de la personne en vêtements, chaussures, etc. pour qui la crise sanitaire a accentué la tendance au développement des ventes en ligne qui affaiblissait déjà ce domaine : « *Le commerce internet nous fragilise notamment avec la course aux promos des clients. [...] Le commerce doit se repenser en permanence, c'est passionnant et usant à la fois.* » explique la directrice d'un grand magasin. Elle ajoute néanmoins que le e-commerce est une solution pour être plus agile dans la perspective d'une nouvelle crise : « *Le magasin sort et vient à vous pendant la crise : on ne l'a pas fait, mais on y a réfléchi.* »

« **Les restaurants, les hôtels, etc. vont certainement en grande partie fermer, ce qui entrainera une grosse perte pendant un ou deux ans. C'est toute une filière qui est fragilisée par la crise sanitaire.** »

Le propriétaire d'un domaine viticole du Vouvron

S'agissant du commerce alimentaire, certains segments sont plus affectés que d'autres comme ceux proposant des denrées périssables non stockables. En effet, l'absence ou la baisse de leur consommation conduit à une perte sèche. Les ventes non effectuées ne sont pas rattrapables. La viticulture se trouve dans cette situation, particulièrement impactée par l'annulation des salons, la fermeture des bars et restaurants, et l'arrêt des ventes à la cave « *pourtant autorisées mais les gens avaient peur* ». Un gérant de site viticole confie que « *nous sommes sur une année précoce donc les vendanges risquent d'avoir lieu en septembre et on a encore la moitié de notre récolte qui est en cuve. Et comme il faut faire de la place ... Certains ont pris le parti de jeter, nous comme on a la chance d'avoir un vin qui peut vieillir un peu on l'a mis en bouteille.* »

La filière bovine a également été secouée par la crise sanitaire avec l'arrêt de ses deux moteurs : la restauration hors domicile et l'exportation. Pour les céréaliers, la dépendance aux usines et les tensions d'approvisionnement dans les coopératives ont soulevé quelques difficultés. Les filières courtes et les produits transformés comme les pâtes et le pain ont montré quant à eux une plus faible vulnérabilité à la crise.

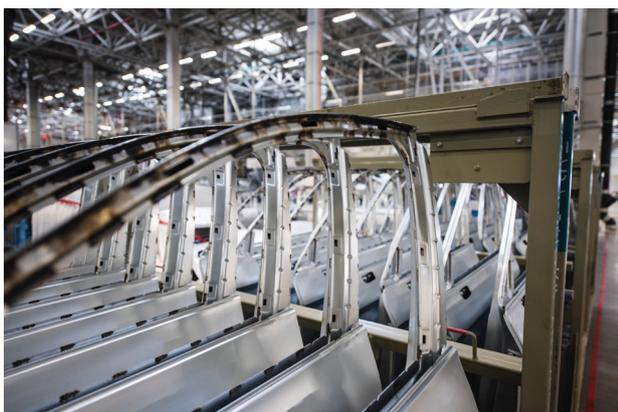
Comme le relève une professionnelle de l'activité commerciale « *le commerce est une activité qui peut rebondir, même en période de crise économique ; il y a toujours des entreprises pour profiter de la conjoncture* ». Ainsi, certains établissements ont maintenu voire développé leurs résultats économiques, y compris durant la période de confinement. Les acteurs de l'immobilier commercial en Touraine estiment qu'au printemps 2020, les alimentaires de proximité, petits généralistes et supermarchés auraient surperformés de 20 % à 30 % par rapport à leur activité habituelle. Une association spécialiste des filières agricoles nous a également précisé que les producteurs pratiquant la vente en direct s'en sont plutôt bien sortis et, pour beaucoup, ont connu des volumes d'activité exceptionnels. Ceci est à mettre en relation avec la consommation accrue et la hausse du panier moyen en matière d'alimentation qui caractérise cette période.

UNE DIVERSITÉ DE SITUATIONS DANS L'INDUSTRIE ET LE BÂTIMENT

Un des représentants de la branche métallurgique en Indre-et-Loire relate que des entreprises ont été très impactées par le confinement, quand d'autres étaient sur des cycles longs : « *Elles avaient des programmes, elles les ont réalisées.* » Ces dernières sentiront sans doute avec un temps de retard l'impact de la crise par manque d'investissements ou de clients. Des entreprises ont pu se battre parce qu'elles avaient de l'activité comme Econex à Amboise, fabricant d'étiquettes pour la grande distribution. Et d'autres ont fait le pari de continuer à produire malgré une demande en berne, comme ce fabricant de nettoyeurs à haute pression à Chinon...qui fut le seul à avoir du stock et donc des clients lors du déconfinement du mois de mai 2020.

Les donneurs d'ordre et sous-traitants de l'industrie des transports sont très fragilisés. Un salarié d'une entreprise du conseil en ingénierie explique que sur le territoire « *les secteurs de l'automobile et de l'aérospatiale ont beaucoup souffert. Ce qui n'a pas été le cas pour EDF. La crise est aussi l'occasion de se demander si on est positionné sur les bons métiers, dans les entreprises comme la nôtre, au regard des branches qui sont aujourd'hui en souffrance* ». Plusieurs entreprises locales comme Plastivaloire (Langeais), SKF (Saint-Cyr-sur-Loire), Faiveley (Saint-Pierre-des-Corps), Radiall (Château-Renault), Hutchinson (Joué-les-Tours) ou Mechachrome (Amboise) sont plus vulnérables aujourd'hui vu leur spécialité dans l'industrie des transports. Les deux dernières ont d'ailleurs annoncé des plans de licenciements.

S'agissant enfin du monde du bâtiment, il existe des inégalités en fonction des spécialités de chacun, des marchés et des types de clients : « *Le gros œuvre a pu*



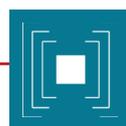
repartir, les métiers de finition nécessitant de la coactivité³, notamment sur des gros chantiers, ont souffert. Ils ont encore aujourd'hui recours au chômage partiel pour les équipes. » nous explique une représentante locale de la fédération française du bâtiment. Dans sa propre entreprise de peinture, elle estime la perte à environ 10 % du chiffre d'affaires et se dit surtout inquiète pour l'année 2021 « c'est notre troisième crise depuis notre rachat en 2008. On sent en général les effets sur la demande des clients un an après. »

LA DYNAMIQUE DE L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE CONTRARIÉE

La crise vient mettre un coup d'arrêt à la dynamique de croissance constatée sur les marchés des bureaux et des locaux d'activité et entrepôts depuis quelques années. Dans l'agglomération tourangelle, entre les premiers semestres 2019 et 2020, la baisse constatée est respectivement de - 38 % et - 46 % de volume de surfaces placées. Le retour à la normale de l'activité ne se fera sans doute pas avant 2022 ce qui révèle un impact très lourd nous confie un conseil en immobilier d'entreprise. La perte d'activité sur l'année 2020 devrait être d'environ 25 % dans l'agglomération tourangelle. Il y a aussi chez les entreprises des débuts de questionnements sur les nouvelles façons de travailler et l'intégration du télétravail dans une future équation : « Les espaces de bureaux traditionnels vont être redéfinis par les entreprises, avec la montée en puissance du "flex office" »

comprenant la création de surfaces partagées dédiées à des activités annexes (pitch⁴, salle de réflexion, approche collaborative). Ainsi, les espaces traditionnels évoluent, afin de faciliter les échanges et les relations entre les collaborateurs. » décrit un autre conseil en immobilier d'entreprise dans La Nouvelle République (26/06/2020).

LE SECTEUR DU LOGEMENT EN REPLI

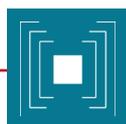


-23%

c'est la prévision de la baisse de production de logements neufs en 2020 selon la Fédération Française du Bâtiment

Les Échos (30/10/2020)

Le secteur du logement est en crise lui aussi, qu'il s'agisse des maisons individuelles, de la promotion privée ou du logement social. Les autorisations de construction de logements neufs ont reculé de près de 11 % en Centre-Val de Loire entre le deuxième trimestre 2019 et 2020 selon l'Insee (voir encadré). Un promoteur local nous confirme que « le marché a beaucoup souffert ». Malgré tout, cet acteur connaît paradoxalement un nombre de ventes plus important en mars 2020 qu'en mars 2019 avec un record de vente dans le Loiret (associé à l'afflux de Parisiens). Il avance plusieurs explications : un positionnement « multiproduits » qui le protège de la concurrence, des ménages disponibles pour travailler sur leur projet pendant le confinement, le maintien du budget communication (quand la concurrence y effectue des coupes). Plusieurs sujets d'inquiétudes sont néanmoins relevés pendant l'entretien : la pérennité de certains sous-traitants (« certains ne passeront pas l'année »), les retards accumulés suite à la pause dans l'instruction des permis de construire ou dans la signature des actes chez le notaire (« 2 mois de perdus qui ne seront pas rattrapés »), des arrêts de production industrielle avec des retards de livraison (« par exemple chez Saint-Gobain »), et enfin, le resserrement de l'octroi des crédits pour les particuliers et les entreprises par les banques.



Recul des logements commencés en région Centre-Val de Loire

Les autorisations de construction de logements neufs sont en repli suite à la crise sanitaire en Centre-Val de Loire (- 11 % entre le deuxième trimestre 2020 et 2019). En France, la baisse est aussi conséquente (- 10%). Le niveau actuel d'autorisation correspond à celui du quatrième trimestre 2015. Les logements commencés reculent également aussi bien au niveau régional que national (respectivement - 4 % et - 5,6 %). Seule note positive : comparé à septembre 2019, le volume des mises en chantier reste en progression en Centre-Val de Loire (+ 1,7 %) alors qu'elle se réduit de façon conséquente en France (- 7 %).

Extrait de : Insee, 2020, « Vers des effets durables de la crise sanitaire mondiale », Insee Conjoncture Centre-Val de Loire, n°31, novembre.

³ - La coactivité fait référence à la présence simultanée de salariés de plusieurs entreprises sur un même site de travail.

⁴ - Un pitch est une courte synthèse d'un projet, d'une idée, d'un nouveau produit ou service, d'un argumentaire ou encore d'une présentation d'une start-up en cours de création devant tenir dans un laps de temps ou un paragraphe extrêmement réduit. Source : <https://www.manager-go.com>

« QUOI QU'IL EN COÛTE »

DES AIDES NATIONALES ET LOCALES D'UN NIVEAU EXCEPTIONNEL

« Il faut se maîtriser surtout quand on a des entreprises, beaucoup d'argent en jeu, ne pas paniquer, chercher des solutions : la banque, l'État, la Direccte. On a des frais fixes très importants et la trésorerie on n'en avait pas beaucoup donc immédiatement il faut garder beaucoup de sang-froid. »

Un dirigeant de tiers-lieux

Chômage partiel, prêt garanti par l'État (PGE), fonds de solidarité pour les très petites entreprises (TPE), indépendants et micro-entrepreneurs, gèle des situations de cessation de paiement⁵ sont quelques-unes des mesures phares de soutien du gouvernement à l'économie française dans le cadre de la crise sanitaire. Selon certains spécialistes, les mesures ont placé l'économie en « coma artificiel » tant et si bien que les procédures de liquidation et de redressement sont en baisse en 2020 par rapport à 2019 au moment de la rédaction de ce document. « La première des fragilités des entreprises, exacerbée aujourd'hui, est leur situation financière. Les entreprises en bonne santé traversent une crise de trésorerie mais elles devraient passer le cap grâce aux dispositifs mis en place. Mais les très jeunes entreprises ou celles qui étaient en difficulté avant la crise sont aujourd'hui en fort risque de disparition. » résume ainsi un représentant local du monde de l'artisanat.

« Un emprunt garanti par l'État à taux fixe pendant 1 an. Et après ? »

Un président de Communautés de communes



© Unspah - Markus Winkler

En région Centre-Val de Loire, le fonds de solidarité dédié aux TPE, indépendants et micro-entrepreneurs a mobilisé plus de 160 millions d'euros, dont 45 millions distribués en Indre-et-Loire⁶ (soit le premier département de la région en termes de montant attribué). Les secteurs les plus concernés par les demandes d'aides en Touraine sont l'hébergement-restauration, la construction et le commerce. En complément de ces dispositifs d'aide nationaux, des fonds locaux ont été développés comme le Fonds Renaissance mis en place par la région Centre-Val de Loire en partenariat avec la Banque des territoires et les intercommunalités (doté de 12 millions d'euros), le plan Étincelle de la Ville de Tours (1,5 million d'euros) ou le fonds métropolitain d'aides aux entreprises de la métropole de Tours (1 million d'euros). Un élu du nord de la Touraine explique aussi que sa collectivité a suspendu les loyers des entreprises installées sur ses zones d'activités économiques et revu les versements en fonction de leurs pertes de chiffre d'affaires respectives à compter du 1^{er} juin 2020. Ces aides interviennent dans un contexte où la crise sanitaire se diffuse aux finances publiques locales. Le même élu anticipe une chute du budget de sa collectivité sur 2021-2023, avec des prévisions de baisse de la cotisation foncière des entreprises (CFE) de l'ordre de 30 %.

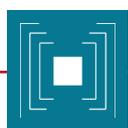
« La cotisation foncière des entreprises c'est un tiers du budget de la collectivité. Il faudra que l'État compense cette perte là. »

Un élu du nord de la Touraine

⁵ - La cessation de paiement est une situation dans laquelle une entreprise ne peut plus faire face aux paiements exigibles comme les salaires ou le paiement des fournisseurs.

⁶ - Données consultées en octobre 2020 sur economie.gouv.fr

Enfin, des acteurs institutionnels ont proposé des aides d'une autre nature que financière comme ont pu l'apprécier des chefs d'entreprise rencontrés (pour le conseil dans la constitution de dossiers ou encore pour l'aide au règlement de factures impayées). Les experts-comptables ont aussi joué un rôle de conseil important. Un chef d'entreprise regrette néanmoins que les différents organismes locaux au contact des entreprises ne se soient pas mieux coordonnés (multiplication des sollicitations). Un autre enfin est critique vis-à-vis du plan Étincelle⁷, mis en place rapidement, et sans concertation avec les commerçants sur la meilleure manière d'employer les 1,5 million d'euros y étant consacrés.



317 demandes reçues en un mois par le fonds d'aide métropolitain

Sur 317 demandes reçues par la Métropole de Tours depuis la mi-octobre 2020, les besoins en trésorerie sont majoritaires (82 %) par rapport aux investissements (14 %) et aux demandes doubles (3 %). Les cafés, bars, hôtels et restaurants représentent plus de 30 % des demandes, viennent ensuite les secteurs de la coiffure, de l'esthétique et de la remise en forme (11 %), puis les entreprises exerçant dans le domaine de l'organisation d'événements, de spectacles, de loisirs, de la communication événementielle (10 %).

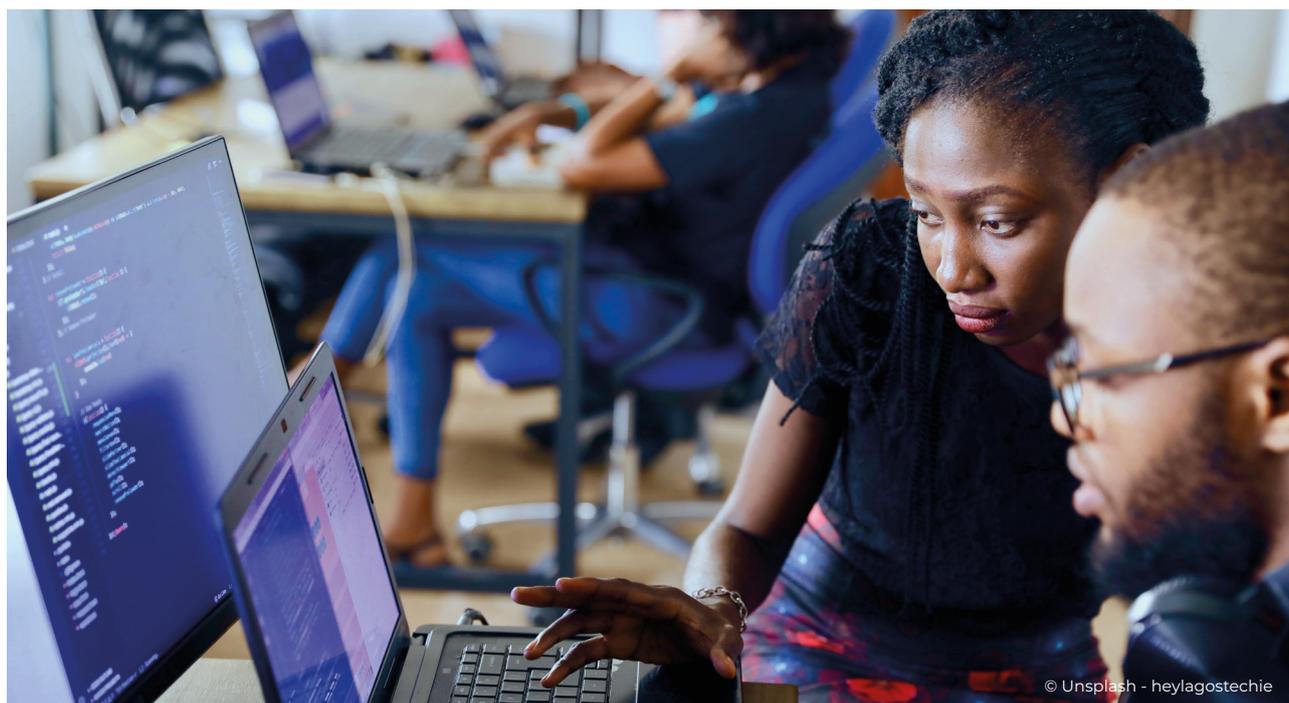
Extrait de : La Nouvelle République (24/11/2020).

DES EFFORTS DEMANDÉS AUX TRAVAILLEURS

« Dès le mardi 17 mars, une fois les principaux dossiers en cours bouclés, les salariés étaient tous mis au chômage partiel pour une durée indéterminée mais que nous savions longue.

Une professionnelle du tourisme

Dans de nombreuses organisations de travail, les salariés ont eu l'obligation de poser quelques jours de congés, RTT, récupérations pendant le confinement, avec pour certains, le reste du temps « l'impression de ne jamais avoir travaillé autant ». Le maintien des salaires sans recours au chômage partiel a été une option dans certaines structures, quand d'autres y ont eu recours, pour les salariés qui ne pouvaient pas télétravailler notamment. La période de fermeture estivale 2020 a pu être réduite pour rattraper les retards de production. Dans une structure assurant les soins à domicile, les mesures sanitaires et la gestion en flux tendu des équipements de protection ont engendré un surcroît de travail très important. L'absence d'équipement de protection pendant les trois premières semaines du confinement a généré du stress pour le personnel. L'anxiété, les retours difficiles au bureau ou la peur de reprendre les transports en commun ont ainsi été observés dans les organisations de plusieurs de nos interlocuteurs.



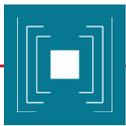
© Unsplash - heylagostechie

⁷ - La nouvelle municipalité de Tours a stoppé le plan Étincelle. Elle a utilisé les 500 000 euros de l'enveloppe restante à d'autres opérations de dynamisation du centre-ville durant l'été 2020.

SAUVER L'EMPLOI ET LE BUDGET DES MÉNAGES

Une des priorités de l'action du gouvernement a été de proposer des dispositifs pour sauver les emplois et les revenus, en particulier ceux des salariés. Les arrêts de travail pour garde d'enfants et le chômage partiel y ont largement contribué. Les aides locales ont aussi participé à ce mouvement. Des entreprises ont joué le jeu de la solidarité nationale, en ne faisant pas appel aux aides de l'Etat, et en acceptant l'idée d'un télétravail rémunéré tout en sachant les contraintes de leurs employés à domicile : enfants à garder, difficultés techniques, nature du travail peu compatible avec le travail à distance, etc. « *Il y a eu une baisse de productivité, mais aussi une baisse des sollicitations ; on a donc réussi à maintenir le navire à flot, de manière assez spectaculaire et nous avons été les premiers surpris. La baisse de productivité a été admise car il fallait être solidaire des familles, des enfants, etc. Tout le monde a essayé de trouver un équilibre.* » résume ainsi l'un de nos témoins.

Des associations assurant le suivi de personnes fragiles ou en insertion ont confirmé que le chômage partiel et les aides mises en place par l'Etat ont été un filet de sécurité indispensable. Une de nos interlocutrices relève que malgré le chômage partiel de son mari, le budget du foyer n'est pour l'heure pas impacté. Elle fait aussi référence à une personne de son entourage qui lui a rapporté « *n'avoir jamais autant mis de côté* ». En cause notamment, la réduction des dépenses inhérente au premier confinement qui a provoqué un phénomène d'épargne forcée.



531 €



c'est le montant moyen de l'épargne déposé par les ménages en Centre-Val de Loire entre mars et juillet 2020, supérieur de 400 euros au montant épargné en période normale. C'est moins qu'en France (706 euros en moyenne épargnés, soit + 511 euros par rapport à une période normale).

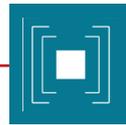
Source : Banque de France, 2020, « L'impact de la crise du Covid-19 sur la situation financière des ménages et des entreprises - Août 2020 », Septembre.

DES POPULATIONS PARTICULIÈREMENT FRAGILISÉES

« **Casse économique et sociale à venir : plus de morts économiques que de la Covid-19 ?** »

Un président de Communautés de communes

De nombreux témoins, dont des élus, insistent sur les risques d'une crise sociale à moyen terme avec un niveau de chômage qui explose : « *finit les vacances au Crotoy* » ; des personnes vont passer au travers des dispositifs de protection avec probablement le besoin d'activer un plan pauvreté. Un écart se creuse en fonction du milieu dans lequel on vit : l'exiguïté des logements, l'inquiétude du maintien ou non du salaire, ont des conséquences sur la manière de vivre la crise et la manière d'y répondre (un foyer fragile sera moins agile qu'un foyer aisé) comme l'observe un bailleur social. Des populations sont citées par nos témoins comme étant dans une situation particulièrement préoccupante comme les entrepreneurs qui venaient de lancer leur activité ou les intermittents du spectacle par exemple. Le problème concerne surtout les débutants, les primo-arrivants et les artistes selon le directeur d'une association culturelle. Les jeunes sont également très fragilisés par la crise, notamment ceux sur la voie de l'insertion professionnelle. Un élu du nord-ouest de la Touraine nous fait part beaucoup de questionnements sans réponse sur ce thème. Une directrice de structure de l'emploi nous explique que l'intérim est un important pourvoyeur d'emplois pour les jeunes sans qualification, et que la forte baisse de son activité pendant le premier confinement a créé la panique. Une étudiante tourangelle nous a par ailleurs rapporté ses difficultés à trouver un stage durant cette période. Certains jeunes ont basculé dans la précarité alimentaire pendant le confinement ; 1 000 d'entre-eux ont bénéficié de l'aide alimentaire de l'université de Tours. Une cellule d'écoute psychologique a été mise en place par les services santé de cette dernière. Pour en savoir plus sur le sujet des précarités, lire l'enseignement n°2 du cahier n°3 « *Une aggravation des précarités* ».



+11%

c'est l'augmentation du nombre de bénéficiaires du RSA entre mars et août 2020 en Indre et Loire

Source : <https://france3-regions.francetvinfo.fr/centre-val-de-loire/data-covid-19-pauvrete-augmente-brutalement-region-centre-val-loire-1884304.html>

LES PISTES POUR L'ACTION COLLECTIVE

La crise sanitaire rebat les cartes des entreprises, secteurs et territoires considérés auparavant comme dynamiques. Qui aurait pu prévoir il y a un an que l'industrie des transports serait à tel point vulnérable ou que le secteur du tourisme, que certains pensaient plus protégé que le secteur productif, serait quasiment à l'arrêt faute de clientèle ? Des populations sont plus fragilisées aujourd'hui, comme les jeunes ou celles et ceux qui vont basculer dans la pauvreté faute d'emploi, de revenus complémentaires, de soutien. Ils nécessitent une attention particulière. Les dispositifs nationaux et locaux, exceptionnels de part les montants y étant consacrés, en sont encore au stade des mesures d'urgence. Il s'agit donc, pour demain, d'esquisser des pistes d'action pour limiter la casse économique et sociale sur notre territoire.

1. Instaurer un dialogue territorial avec les employeurs sur leurs perspectives sur les cinq ans à venir : activités, marchés, éventuels repositionnements, emplois, nouveaux métiers.
2. Créer un observatoire de l'impact économique de la crise en Indre-et-Loire pour mesurer ses effets, se projeter, agir à court, moyen et long terme.
3. Organiser un retour d'expérience de l'action des institutions au contact des entreprises et leur venant en aide pour consolider une cellule de crise économique pouvant être réactivée en cas de nouveau choc.
4. Activer un plan pauvreté au niveau local.
5. Imaginer des actions dédiées au public jeune sur les sujets de la recherche de stage et de l'insertion dans l'emploi notamment.
6. Evaluer les effets de l'action publique locale et l'utilisation des fonds y étant consacrée depuis le début de la crise.



atu.

Agence d'Urbanisme et d'Agglomération de Tours

3 cour - 56, avenue Marcel Dassault, BP 601- 37206 Tours Cedex 3
Tél : 02 47 71 70 70 - Email : atu@atu37.fr - www.atu37.org

mission

37

Ré

Résonance

mission-re.atu37.org

© ATU - Janvier 2021 / Mission Résonance
Cahier n°3 - Enseignement n°3

Directeur de la publication : Jérôme Baratier.
Rédacteur : Émilie Bourdu.

Conception graphique et réalisation : Willy Bucheron.

Équipe projet : Grégoire Bruzulier, Jean-Charles Désiré, Béatrice Genty, Thierry Lasserre, Fanny Maire,
Bénédicte Métais, Aurélie Ravier, Olivier Schampion, Céline Tanguay.

Les droits de reproduction (textes, cartes, graphiques, photographies) sont réservés sous toutes formes.
Photo de couverture : Sigmund provenant de Unsplash.